

Ecrit par le 13 février 2026

Neige-verglas : le Vaucluse en vigilance orange



**ALERTE
INFO**

Ecrit par le 13 février 2026

À compter depuis ce 8 décembre, le département de Vaucluse est placé en vigilance orange pour un risque de neige et de verglas. En cause : des précipitations faibles mais tombant sur des sols froids, susceptibles de rendre les routes glissantes. Les services départementaux sont mobilisés dès les premières heures, tandis que les autorités appellent à la plus grande prudence dans les déplacements.

Dans son bulletin publié mercredi 7 janvier au soir, [Météo France](#) a annoncé le passage du Vaucluse en vigilance orange à partir de 5 heures du matin. L'épisode attendu combine de faibles précipitations et des températures basses, un cocktail propice à la formation de verglas, notamment sur les axes routiers secondaires et les zones déjà soumises au gel nocturne. Les chaussées peuvent ainsi se révéler glissantes de manière ponctuelle mais assez généralisée, en particulier sur l'est et le sud du département, où des phénomènes de gel sont déjà observés.

Neige attendue sur les reliefs

Si la plaine est surtout exposée au verglas, les secteurs d'altitude ne sont pas épargnés. Sur le plateau de Sault, des chutes de neige sont prévues, avec des cumuls estimés entre 2 et 5 centimètres. Des quantités modestes, mais suffisantes pour perturber la circulation et accroître les risques d'accidents, notamment aux premières heures de la journée.

Routes : une mobilisation anticipée

Face à cet épisode hivernal, le [Conseil départemental de Vaucluse](#) a annoncé la mobilisation de ses équipes dès 4 heures du matin. Les opérations de salage des routes départementales doivent permettre de limiter l'adhérence réduite et de sécuriser les principaux axes, dans un contexte où la moindre baisse de température peut suffire à transformer une chaussée humide en surface glissante.

Ecrit par le 13 février 2026



Copyright Freepik

Appel à la prudence des usagers

Les autorités invitent les habitants à faire preuve de la plus grande vigilance. Les déplacements non indispensables sont à limiter, en particulier aux heures matinales, et les automobilistes sont appelés à adapter leur conduite aux conditions hivernales. Pour suivre l'évolution de la situation en temps réel, il est recommandé de consulter le site de vigilance météorologique et de s'informer via les médias locaux, notamment [Ici](#) (ex France Bleu Vaucluse sur 100.4 FM).

Prudence

Si l'épisode annoncé reste d'intensité modérée, il n'en demeure pas moins potentiellement perturbant. En plein cœur de l'hiver, la vigilance orange rappelle que quelques heures de verglas suffisent à désorganiser la circulation et les activités quotidiennes. Anticipation, information et prudence restent les meilleurs alliés pour traverser cet épisode sans incident.

Ecrit par le 13 février 2026

Source : [Préfecture de Vaucluse](#)

Mireille Hurlin

Orange : comment La Tourre devient un modèle de transformation urbaine



À Orange, la résidence de La Tourre, construite dans les années 1960, sort de sa mauvaise réputation grâce à une convention de coopération ambitieuse entre [Grand Delta Habitat](#), les services de l'Etat et les forces de l'ordre. Sécurité renforcée, réhabilitation massive du patrimoine, nouveaux services et gros investissements : ce partenariat illustre une stratégie intégrée où rénovation urbaine et tranquillité résidentielle convergent pour améliorer concrètement la vie des habitants.

Ecrit par le 13 février 2026

La visite officielle de la résidence de La Tourre, début décembre, a mis en lumière les avancées permises par la convention signée en juin dernier entre Grand Delta Habitat, la Préfecture de Vaucluse, les Procureurs d'Avignon et de Carpentras, la Police nationale et la Gendarmerie. Ce dispositif institutionnel inédit vise à renforcer la communication entre partenaires, accélérer les interventions en cas de trouble et coordonner la prévention locale de la délinquance.

Une convention qui change la donne

Pour le Préfet de Vaucluse, il s'agit «d'assurer d'abord la sécurité du quotidien» pour garantir la liberté et la fraternité dans les quartiers. Cette approche combine présence policière accrue et actions de terrain, notamment l'éradication de points de deal actifs.

Réhabilitation : des chiffres et des transformations visibles

Au cœur du projet, une réhabilitation lourde de 13,17M€ HT, entièrement financée par Grand Delta Habitat avec l'appui de prêts institutionnels, remodele profondément le quartier. Sur le plan du bâti, les chantiers affichent d'importantes avancées: Isolation thermique par l'extérieur terminée, avec une amélioration notable du confort et des charges énergétiques. 90% du bardage finalisé, offrant une nouvelle identité architecturale. 80% des parties communes rénovées, incluant sols, sanitaires, installations électriques et gaz. Sécurisation accrue avec changement des portes palières, renforcement des accès et extension du parc de vidéoprotection. La performance énergétique progresse également : la résidence passe du DPE (Diagnostic de performance immobilier) E au DPE C, ce qui allège durablement les charges pour les familles et valorise le patrimoine.

Une vie de quartier repensée

La transformation de La Tourre ne se limite pas au bâti. Les espaces extérieurs ont été redessinés via des plantations, la création d'espaces de jeux, la pose de mobilier urbain, afin de favoriser la convivialité et l'appropriation du lieu par les habitants.

Ecrit par le 13 février 2026



Ecrit par le 13 février 2026

Copyright Grand Delta Habitat

Une crèche de 24 places

Parallèlement, une crèche de 24 places a été aménagée au sein du bâtiment A, financée à hauteur de 920 000€ en concertation avec la Ville d'Orange et la CAF (Caisse d'allocations familiales). Ce nouvel équipement, issu de la transformation de logements existants, illustre l'ambition de consolider les services de proximité dans le quartier et de répondre à des besoins quotidiens.

Répondre aux besoins des familles

Michel Gontard, président de Grand Delta Habitat, évoque ce projet comme une réponse concrète aux besoins des familles, symbole d'un renouvellement urbain pensé pour et avec les habitants.

Un modèle pour l'avenir

La convention va au-delà de La Tourre : elle s'inscrit dans une politique plus large de Grand Delta Habitat qui, après la fusion de 2023, est devenue la première coopérative HLM de France, gérant près de 44 547 logements et accompagnant plus de 90 000 personnes dans leur parcours résidentiel.

Vers une modélisation duplicable

Dans ce contexte, d'autres conventions et partenariats sont développés pour renforcer la sécurité, fluidifier les procédures administratives et encourager l'investissement dans des travaux structurants. L'expérience de La Tourre, où coopération institutionnelle rime avec progrès tangible, pourrait servir de référence pour des opérations similaires ailleurs en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Mireille Hurlin

Ecrit par le 13 février 2026



Copyright Grand Delta Habitat

Monoxyde de carbone, le préfet appelle à la vigilance en période de grand froid

Ecrit par le 13 février 2026



Face à l'épisode de grand froid en cours, le préfet de Vaucluse alerte sur les risques d'intoxication au monoxyde de carbone, gaz mortel, invisible et inodore, responsable chaque année de centaines d'accidents domestiques.

Le monoxyde de carbone provoque chaque année en France le décès d'une centaine de personnes et en intoxique plusieurs milliers. Il résulte d'une combustion incomplète liée au mauvais fonctionnement d'appareils de chauffage ou d'eau chaude, à un défaut de ramonage ou à une utilisation inadaptée de matériel comme les poêles à pétrole ou les groupes électrogènes. Le risque augmente en hiver, avec la forte utilisation des appareils à combustion.

Les bons comportements à adopter

Pour limiter les risques d'intoxication, le préfet rappelle plusieurs mesures essentielles : Faire vérifier et entretenir les installations de chauffage et d'eau chaude par un professionnel ; Aérer son logement au moins 15 minutes par jour ; Maintenir les systèmes de ventilation en bon état et ne pas gêner les entrées/sorties d'air ; Installer un détecteur de monoxyde de carbone, et respecter les consignes d'utilisation des appareils à combustion. Il est également recommandé de ne jamais faire fonctionner les chauffages d'appoint en continu ; De placer les groupes électrogènes à l'extérieur, et de ne pas utiliser pour se chauffer des appareils non prévus à cet usage. Les organisateurs de rassemblements doivent

Ecrit par le 13 février 2026

aussi être vigilants, notamment concernant les panneaux-radiants à combustible gazeux.



Les symptômes à reconnaître

L'intoxication chronique peut entraîner maux de tête, nausées, fatigue ou confusion. L'intoxication aiguë provoque vertiges, perte de connaissance ou troubles cardio-vasculaires pouvant mener au coma ou au décès. La gravité dépend de la durée d'exposition, de l'intensité du gaz et de la fragilité des personnes.

En cas de suspicion

En cas de symptômes ou de suspicion d'intoxication, il est recommandé : D'aérer immédiatement les locaux ; D'arrêter les appareils à combustion ; D'évacuer les lieux, et d'appeler les secours en composant le 15, le 18, le 112 ou le 114 pour les personnes malentendantes.

En savoir plus

[ministère des Solidarités et de la Santé](#) ; [outils d'information de Santé Publique France](#) ; [Agence régionale de santé Provence-Alpes Côte d'Azur](#)

Calista Contat-Dathey

Ecrit par le 13 février 2026

Budget 2026 : les retraités préservés



Alors que le gouvernement promet que rien ne changera pour les retraités en 2026, notamment sur l'abattement fiscal de 10%, l'exécutif engage une réduction drastique des dépenses publiques pour atteindre son objectif de déficit. Dans le Vaucluse, où une part significative de la population est déjà retraitée, ces débats budgétaires résonnent fortement avec les enjeux locaux du vieillissement démographique et du pouvoir d'achat.

À quelques jours de la reprise des discussions autour du projet de loi de finances, [Amélie de Montchalin](#), ministre des Comptes publics, a balayé les hypothèses de remises en cause fiscales qui avaient alarmé les syndicats et associations de seniors. Parmi elles figurait la suppression de l'abattement de 10% appliqué aux pensions de retraite lors de la déclaration de revenus.

Une promesse ferme pour les retraités en 2026

«Rien ne changera pour les retraités en 2026», a affirmé la ministre, soulignant que le passage au 1er

Ecrit par le 13 février 2026

janvier rendait caduques certaines pistes d'évolution de l'impôt sur le revenu qui avaient circulé à l'automne. Cette assurance s'inscrit dans un contexte politique sensible, alors que les retraités représentent une catégorie socioprofessionnelle particulièrement nombreuse dans des territoires comme le Vaucluse.

Les retraités vauclusiens, un poids démographique majeur

Territoire attractif pour les seniors, le Vaucluse se distingue par une présence particulièrement élevée de retraités, 30,4% de la population vauclusienne, autrement dit, près d'un habitant sur trois est aujourd'hui retraité dans le département, une proportion supérieure à la moyenne nationale. Le vieillissement de la population est également visible à travers la structure par âge : près de 30,4% des habitants du Vaucluse ont 60 ans ou plus, soit environ 3 Vauclusiens sur 10. Cette part progresse régulièrement depuis une dizaine d'années, portée à la fois par l'allongement de l'espérance de vie et par l'attractivité résidentielle du territoire pour les retraités, notamment dans les zones périurbaines et rurales.

Une tendance qui s'accentue avec le temps

Les projections démographiques confirment cette tendance : à l'horizon 2030, la part des 60 ans et plus pourrait approcher les 33% de la population, renforçant encore le poids des seniors dans l'équilibre social et économique local. Dans un département où les retraités constituent déjà un socle démographique central, toute réforme budgétaire ou fiscale touchant les pensions, les abattements ou le pouvoir d'achat des seniors revêt une portée particulière.

La préservation du pouvoir d'achat des seniors

La promesse gouvernementale de stabilité pour 2026 trouve ici un écho d'autant plus fort qu'elle concerne directement des dizaines de milliers de foyers vauclusiens. Ce vieillissement démographique met en lumière l'enjeu de la préservation du pouvoir d'achat des retraités, qui dépend largement des prestations sociales et fiscales. Le maintien de l'abattement de 10% pour 2026, donc, retient toute son importance pour des dizaines de milliers de foyers dans le département.

Des économies drastiques hors retraites

Si les retraités semblent «à l'abri» cette année, le gouvernement n'en demeure pas moins déterminé à poursuivre la réduction du déficit public. L'objectif affiché est de revenir à un déficit inférieur ou égal à 5% du produit intérieur brut (PIB). Pour y parvenir, l'exécutif veut inscrire dans la durée des économies structurelles, et non pas se reposer exclusivement sur la fiscalité.

Réduire le déficit

Selon la ministre, «au moins la moitié de la réduction du déficit doit venir de vraies économies». L'une des mesures phares consiste à diminuer de 1,5 milliards d'euros les crédits de la plupart des ministères en 2026, à l'exception du ministère des Armées. Cette réduction s'appuie notamment sur l'extinction de dispositifs temporaires déployés lors des crises sanitaire et énergétique.

Entreprises et impôts de production : la stratégie confirmée

Sur le front économique, le gouvernement réaffirme sa volonté de réduire les impôts de production jugés pénalisants pour les entreprises. La contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), qui pèse

Ecrit par le 13 février 2026

sur les structures avant même qu'elles ne soient rentables, est programmée pour disparaître d'ici 2028. «Nous devons réduire les impôts de production qui pèsent sur les entreprises avant même de savoir si elles sont rentables», a insisté la ministre, soulignant l'importance de soutenir la compétitivité et les investissements productifs.

Risques politiques et outil constitutionnel

À l'approche des débats parlementaires, la question du compromis politique se pose également. Face à un Parlement fragmenté, l'idée d'un recours à l'article 49.3 de la Constitution -qui permet d'adopter un texte sans vote- suscite des mises en garde. Amélie de Montchalin estime qu'un tel recours, si tenté, ferait peser «un risque d'instabilité» et risquerait de retarder l'adoption d'un budget voté et accepté.

Entre stabilité et contraintes budgétaires

Alors que les retraités en Vaucluse obtiennent une garantie explicite pour 2026, les contours du débat budgétaire national révèlent un État déterminé à maîtriser ses dépenses, quitte à engager des arbitrages sensibles. Pour un département où le vieillissement de la population et la prévalence des retraités sont des réalités démographiques, ces enjeux sont à la fois économiques, sociaux et politiques, et encore loin d'être tranchés.

Sources : Insee, [Recensement de la population 2025](#); projections démographiques Insee et [Aurav](#) (Agence d'urbanisme Rhône Avignon Vaucluse).

Mireille Hurlin

Allocations familiales, le Vaucluse au cœur d'une réforme à fort enjeu social

Ecrit par le 13 février 2026



Alors que le gouvernement propose de repousser de 14 à 18 ans l'âge d'accès à la majoration des allocations familiales dans le cadre d'un plan d'économies global dépassant 1 milliard d'euros, les familles vauclusiennes se trouvent à un tournant. Dans un département où près d'un habitant sur deux bénéficie d'au moins une prestation de la Caisse d'allocations familiales (Caf), les enjeux sont concrets : couverture, pauvreté, monoparentalité et soutien aux enfants restent au centre des préoccupations.

Le projet de décret, présenté à la fin de l'année dernière dans le cadre du budget de la Sécurité sociale, vise à déplacer l'âge de majoration des allocations familiales de 14 à 18 ans. Cette majoration - aujourd'hui comprise entre hors inflation d'environ 19 à 76€ par mois selon les ressources du foyer- ne serait plus versée entre 14 et 17 ans. Le gouvernement justifie cette mesure par l'absence de différence nette de coût engendrée par les enfants au-delà de 14 ans, selon une étude de la Drees (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques). Cette réforme doit entrer en vigueur dès mars 2026. L'objectif affiché est de dégager d'abord 200M€ d'économie en 2026, puis jusqu'à 1,28 milliards d'euros par an en régime complet, afin de financer notamment un nouveau congé de naissance.

Un coup de rabot national qui pèse sur les familles

Les autorités assurent qu'aucune baisse nominale des allocations ne sera appliquée, ces dernières étant

Ecrit par le 13 février 2026

par ailleurs revalorisées sur l'inflation. Mais pour les familles dont l'aîné atteindra 14 ans en 2026, la majoration -jusque-là versée automatiquement- ne sera plus applicable pendant quatre ans, jusqu'à ses 18 ans. En Vaucluse, la question familiale est particulièrement sensible, comme le montre le dernier portrait social publié par la Caisse d'allocations familiales du département. Au 30 juin 2023, 273 875 habitants du département (sur 568 702 en 2022), soit près de 49% de la population totale, étaient couverts par au moins une prestation de la Caf.

Les bénéficiaires

Sur ces bénéficiaires : 35% reçoivent les allocations familiales, versées notamment à partir du deuxième enfant, et 7% bénéficient d'un complément familial pour les situations les plus modestes ; 25% perçoivent une aide pour la rentrée scolaire ; 7% bénéficient d'allocations pour un enfant élevé sans l'aide d'un parent ; 3% reçoivent des aides pour enfants en situation de handicap. Ce profil met en lumière une dynamique familiale spécifique : le Vaucluse compte une proportion plus élevée de familles monoparentales que la moyenne nationale, ce qui accentue la vulnérabilité économique et l'importance du soutien de la branche Famille de la Sécurité sociale.

L'impact local de la réforme

Économiquement, les prestations familiales représentent une part importante du budget des familles vauclusiennes. En 2024, la Caf du département notifiait qu'au 31 décembre 2024, 114 036 foyers allocataires, soit presque un foyer sur deux, avaient reçu au moins une prestation. La réforme annoncée pourrait donc changer la donne pour de nombreuses familles, notamment celles de classes moyennes et modestes qui comptent des adolescents de 14 à 17 ans.

Coup de mou pour la solidarité familiale

L'impact du report de la majoration sur les revenus disponibles reste difficile à estimer précisément mais soulève des questions sur la solidarité familiale, la lutte contre la pauvreté et l'égalité territoriale. Par ailleurs, dans un département marqué par un taux de couverture sociale élevé, où plus de 44 000 foyers vivent sous le seuil de bas revenus (1 008€ par mois) l'ajustement des prestations familiales ne se fera pas sans conséquences sur le quotidien des ménages.

Répercussions et interrogations

Alors que l'État met en avant la nécessité de maîtriser les dépenses sociales face aux défis démographiques, l'enjeu est de concilier cette contrainte avec la réalité des besoins familiaux, en particulier en Vaucluse où la proportion de familles monoparentales et de foyers précaires est plus élevée qu'ailleurs. Une question se pose : l'équilibre entre maîtrise budgétaire et soutien aux familles peut-il être trouvé sans mettre à mal le pouvoir d'achat des plus vulnérables ?

Sources : CAF Vaucluse, CAF 2023 ; Rapport d'activité CAF 2024, Insee et Cové.

Mireille Hurlin

Ecrit par le 13 février 2026

Automobile : le Vaucluse avance prudemment vers l'électrique



Porté par les aides publiques et une offre en pleine mutation, le marché automobile vauclusien amorce sa transition vers l'électrique. Mais dans un département où le budget des ménages et le poids du marché de l'occasion restent déterminants, les motorisations thermiques conservent encore une place centrale.

Avec près de 14 700 voitures particulières neuves immatriculées en 2024, le marché automobile du Vaucluse reste globalement stable par rapport à 2023, sans toutefois retrouver les niveaux d'avant-crise sanitaire. Comme ailleurs en France, les délais de livraison, l'inflation et le renchérissement du prix des véhicules ont freiné le renouvellement du parc.

Prime électrique : un coup de pouce maintenu pour 2026

Ecrit par le 13 février 2026

Dans ce contexte, l'électrique progresse nettement, car environ 15% des immatriculations neuves concernent désormais des véhicules 100% électriques, contre à peine 2% en 2019. Une évolution rapide, mais qui laisse encore près de 85% du marché du neuf aux motorisations thermiques et hybrides.

L'électrique progresse, mais reste minoritaire

La dynamique observée dans le Vaucluse s'inscrit dans une tendance régionale et nationale. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les véhicules électrifiés (électriques et hybrides) représentent désormais plus d'une vente sur deux dans le neuf, mais la part des électriques purs reste inférieure à celle observée dans les grandes métropoles. Plusieurs freins persistent : prix d'achat élevé, usage majoritairement périurbain ou rural, et dépendance à l'automobile pour les trajets domicile-travail. Autant de facteurs qui expliquent pourquoi le thermique demeure dominant, malgré les incitations financières renforcées.

Le marché de l'occasion, pilier de l'automobile vauclusienne

C'est surtout sur le marché de l'occasion que se joue l'équilibre automobile, comme partout en France, les ventes de véhicules d'occasion y sont plusieurs fois supérieures à celles du neuf, avec une nette prédominance des modèles essence et diesel, jugés plus accessibles et immédiatement disponibles.

La part des véhicules électrique progresse

Les véhicules électriques d'occasion commencent néanmoins à se faire une place. Ils représentent encore environ 3% des ventes d'occasion, mais leur part progresse rapidement, notamment sur les modèles récents de moins de cinq ans. Pour de nombreux ménages vauclusiens, l'occasion constitue ainsi la principale porte d'entrée vers l'électrique, surtout lorsque les aides publiques viennent réduire la facture.

Des aides décisives pour accélérer la transition

La prolongation en 2026 de la prime 'coup de pouce véhicules particuliers électriques', pouvant atteindre jusqu'à 5 700€ selon les revenus, joue un rôle clé dans cette évolution. En facilitant l'accès aux véhicules électriques neufs et en soutenant indirectement le marché de l'occasion, ces dispositifs accompagnent une transition qui reste progressive.

Une mutation en douceur plutôt qu'une rupture

Dans le Vaucluse, la transition automobile avance à un rythme mesuré. L'électrique gagne du terrain, mais le thermique reste incontournable, porté par un marché de l'occasion très actif et des contraintes économiques fortes. Plus qu'une révolution, c'est une transformation graduelle du parc automobile qui se dessine, étroitement liée au pouvoir d'achat des ménages, aux politiques publiques et à l'adaptation des usages quotidiens.

Sources : Insee, Observatoire régional des transports Paca, L'Argus, l'Avem (Association pour l'avenir du véhicule électrique).

Mireille Hurlin

Ecrit par le 13 février 2026

Smic 2026 : une hausse attendue mais cependant modeste



À partir du 1^{er} janvier 2026, le salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) augmente mécaniquement de 1,18%, sans 'coup de pouce' gouvernemental supplémentaire, une progression conforme à la loi jugée cependant insuffisante face à la chère de la vie et à la précarité croissante.

Chaque année, au 1^{er} janvier, le Code du travail prévoit la hausse du Smic. Celle-ci combine l'évolution des prix à la consommation pour les 20% de ménages les plus modestes et la moitié du gain de pouvoir d'achat des salaires horaires de base.

Les nouveaux montants applicables au 1^{er} janvier 2026

Concrètement, le Smic horaire brut est de 12,02€ (au lieu de 11,88 €) ; Le Smic mensuel brut (35h) est à 1 823,03€ ; Le Smic mensuel net estimé à 1 443,11€. Ces chiffres valent pour la métropole et la plupart

Ecrit par le 13 février 2026

des collectivités d'outre-mer. Malgré l'indice classique, le gouvernement a décidé de ne pas accorder de coup de pouce au-delà de cette revalorisation mécanique.

Réactions syndicales

La CGT (Confédération générale du travail) accuse l'exécutif de "ne pas augmenter le Smic" et d'enliser les travailleurs dans la précarité, tandis que de son côté, la CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens) regrette l'absence de coup de pouce depuis de nombreuses années alors que le nombre de travailleurs pauvres augmente. Pour mémoire, le dernier coup de pouce significatif remontait à la présidence de François Hollande, en juillet 2012, soit plus d'une décennie sans hausse au-delà de la formule légale.



Copyright Freepik

Un gain réel modeste face à l'inflation

Même si le Smic augmente sur le papier, son effet réel sur le pouvoir d'achat semble limité face à une inflation persistante et un coût de la vie qui grèvent déjà l'impact de cette hausse. Également, malgré cette modeste hausse, les salaires ne devraient pas connaître d'évolution significative en 2026, laissant les ménages les plus modestes sous pression.

Ecrit par le 13 février 2026

Contexte

Cette revalorisation intervient dans un contexte budgétaire tendu au sommet de l'État et dans un climat social marqué par les débats sur le pouvoir d'achat et la précarité. Le débat sur le Smic est aussi lié aux réformes des réductions de cotisations ou les ajustements des prestations sociales, qui influencent indirectement la situation financière des salariés les plus modestes.

Les salaires moyens dans le Vaucluse

Le salaire net mensuel moyen des habitants du Vaucluse est de 2 328€ nets/mois (soit environ 27 940€ nets/an) d'après l'Insee et en 2022. À Avignon, le salaire moyen est plus faible que la moyenne départementale avec 2 140€ nets/mois, tandis que le salaire moyen national tourne autour de 2 735€ nets/mois. Le revenu médian dans le Vaucluse est d'environ 21 370€ par an par unité de consommation, ce qui reflète les revenus 'typiques' d'un ménage. Environ 19,9% de la population du Vaucluse vit sous le seuil de pauvreté (fixé à 60 % du revenu médian).

Source Insee.

Mireille Hurlin

Retraites et minima sociaux : une hausse timide mais symbolique au 1er janvier 2026

Ecrit par le 13 février 2026



Au 1^{er} janvier 2026, les pensions de retraite de base et plusieurs minima sociaux seront revalorisés de 0,9%, une augmentation modeste liée au ralentissement de l'inflation. Cette revalorisation, qui se traduira par une augmentation visible sur les versements de février, ne concerne ni les retraites complémentaires, ni certaines prestations périphériques du système de retraite.

Le gouvernement vient d'officialiser la revalorisation automatique des pensions de base et de plusieurs minima sociaux de 0,9% à compter du 1^{er} janvier 2026. Cette hausse reflète la logique d'indexation inscrite dans le Code de la sécurité sociale, fondée sur l'évolution moyenne des prix à la consommation hors tabac.

Une hausse modeste mais concrète au 1^{er} février

Pour un retraité percevant une pension de base de 1 200€, cette revalorisation représente environ 10,80€ supplémentaires par mois, montant qui sera concrètement perçu à partir des versements de février. Cette modeste hausse s'explique par la décélération de l'inflation : loin des niveaux enregistrés ces dernières années, l'indice des prix hors tabac a connu une progression faible, entraînant mécaniquement une hausse limitée des prestations indexées.

Ecrit par le 13 février 2026

Dans le cadre des révisions automatiques

Cette mesure s'inscrit dans une série de révisions automatiques de prestations sociales intervenant chaque début d'année, visant à préserver le pouvoir d'achat face à l'érosion monétaire. Toutefois, la revalorisation 2026 est nettement inférieure à celle de 2025, qui s'était établie à 2,2%, du fait d'un contexte inflationniste plus soutenu à l'époque.

Pas de hausse chez les régimes complémentaires

Autre point clé pour les bénéficiaires : les régimes complémentaires de retraite ne sont pas concernés par cette hausse. Dans le cas du régime Agirc-Arrco, qui couvre les retraites complémentaires des salariés du privé, aucune revalorisation n'a été actée pour début 2026 en raison de l'absence d'accord entre les partenaires sociaux, et la valeur d'achat du point reste inchangée.

Hausse pour les minima sociaux

Au-delà des pensions de base, plusieurs minima sociaux, comme l'ASPA ([allocation de solidarité aux personnes âgées](#)) ou certains seuils de ressources bénéficieront de la même augmentation. Cette mesure constitue une bouffée d'oxygène, certes limitée, pour les plus modestes, mais elle ne dissipe pas toutes les inquiétudes quant à l'adéquation des niveaux de vie avec le coût réel de la vie, notamment pour les retraités les plus fragiles.

Les retraités, un public sensible aux élections

L'impact politique de cette revalorisation reste sensible dans un débat public où les attentes des retraités, qui représentent une part importante de l'électorat, pèsent toujours lourd dans les arbitrages budgétaires. En attendant, pour les bénéficiaires, ce coup de pouce modéré annonce avant tout un ajustement technique à l'inflation, sans changer fondamentalement la donne économique de nombreux ménages.

Beaucoup de seniors en Vaucluse

Le Vaucluse comptait environ 568 702 habitants en 2025, dont plus de 132 000 personnes âgées de 65 ans et plus, soit près de 23% de la population. Au 31 décembre 2024, près de 130 238 retraités résidaient dans le département et percevaient une pension du régime général (droit direct ou dérivé). Parmi eux, environ 107 937 retraités touchent exclusivement une retraite personnelle, tandis que d'autres cumulent droits directs et droits dérivés. Ce niveau de retraités représente une part importante de la population vauclusienne : environ une personne sur quatre âgée de 65 ans ou plus est retraitée, ce qui reflète à la fois le vieillissement de la population et la pyramide des âges particulièrement marquée dans cette tranche d'âge.

Vivre avec 845€ par mois

Le montant moyen mensuel brut des pensions servies par le régime général dans le Vaucluse s'élève à environ 845€ (avant prélèvements sociaux et hors régimes complémentaires). Cette moyenne est inférieure à la moyenne nationale, qui tourne autour de 1 500€ brut, soulignant une réalité locale plus modeste pour de nombreux retraités. Ces chiffres illustrent bien les enjeux auxquels sont confrontés les retraités vauclusiens : un poids démographique important, une pension moyenne souvent plus faible que la moyenne nationale, et des besoins spécifiques en matière de logement, de services et de maintien à

Ecrit par le 13 février 2026

domicile.
Mireille Hurlin

L'Echo du mardi souhaite une merveilleuse année aux vauclusiens et à leurs voisins



Derrière les vœux échangés à minuit, les tables garnies et les feux d'artifice, le passage à la nouvelle année dissimule une histoire millénaire. Religieuse, politique et sociale, cette date charnière raconte notre rapport au temps et au renouveau.

Ecrit par le 13 février 2026

Chaque 31 décembre, le rituel semble immuable : on compte les secondes, on s'embrasse, on formule des vœux et l'on promet que cette année sera différente. Pourtant, le Nouvel An n'a rien d'une évidence. Il est le fruit d'une longue construction, façonnée par les civilisations, les croyances et les décisions des puissants.

Quand l'année naissait au printemps

Bien avant le 1er janvier, le Nouvel An s'invitait au rythme de la nature. En Mésopotamie, les Babyloniens célébraient dès le II^e millénaire avant notre ère l'Akitu, une fête religieuse marquant le retour du printemps. Pendant plusieurs jours, rites, processions et prières invoquaient la protection des dieux et la prospérité à venir.

Chez les romains

Chez les Romains, la bascule s'opère au Ier siècle avant J.-C. En réformant le calendrier en 46 av. J.-C., Jules César fixe le début de l'année au 1er janvier. Un choix hautement symbolique, placé sous l'égide de Janus, dieu des commencements et des passages, capable de regarder simultanément le passé et l'avenir. À cette date, on échange déjà des vœux et de petits présents censés attirer la chance.

Une date longtemps disputée

Avec l'avènement du christianisme, le Nouvel An change de tonalité. Le 1er janvier devient une fête religieuse, associée à la circoncision de Jésus et à la prière. Mais l'unité n'est qu'apparente. Durant tout le Moyen Âge, l'Europe hésite : Noël, Pâques ou le 25 mars font tour à tour office de premier jour de l'année, selon les régions et les usages.

Ecrit par le 13 février 2026



Copyright Freepik

Un 1^{er} janvier née au 16^e siècle

En France, il faut attendre le XVI^e siècle pour trancher définitivement. Par l'édit de Roussillon, promulgué en 1564, Charles IX impose le 1er janvier comme début officiel de l'année dans tout le royaume. Une décision administrative, appliquée à partir de 1567, qui ancre durablement la date dans la vie civile.

La nuit où tout bascule

Le réveillon du 31 décembre, aujourd'hui synonyme de festivités, n'a pas toujours été un moment d'exubérance. Longtemps, il fut une veillée sobre, marquée par la prière et la méditation. Peu à peu, les banquets remplacent le recueillement. Manger, chanter et danser devient une façon d'accueillir l'année nouvelle sous le signe de l'abondance. Les feux d'artifice, hérités de traditions asiatiques où ils servaient à éloigner les mauvais esprits, illuminent désormais les cieux des grandes capitales du monde.

Vœux et résolutions, un rituel universel

Depuis l'Antiquité, l'échange de vœux repose sur l'idée que la parole, bienveillante et partagée, peut influer sur le cours des choses. Les résolutions de Nouvel An s'inscrivent dans la même logique : chez les Babyloniens déjà, on promettait aux dieux de corriger ses manquements pour s'attirer leurs faveurs.

Un héritage toujours vivant

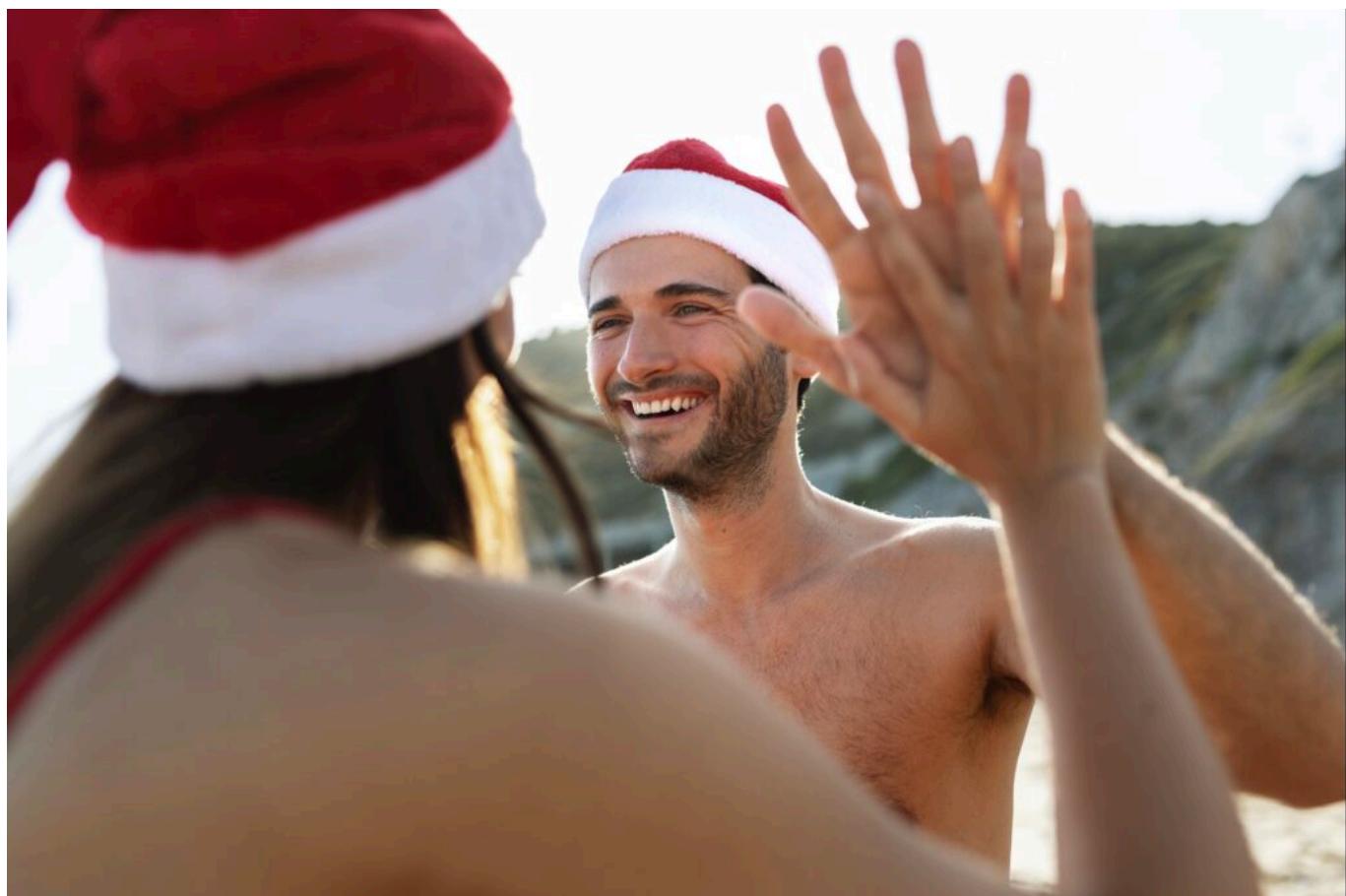
Ecrit par le 13 février 2026

Tourner la page, lever son verre et formuler des vœux : derrière ces gestes simples se cache un héritage millénaire, toujours aussi vivant, qui nous invite, chaque année, à regarder devant.

Le bain tout nu du nouvel an

Les grands plongeons collectifs du Nouvel An émergent dans les années 1960, notamment aux Pays-Bas avec le Nieuwjaarsduik, littéralement ‘plongeon du Nouvel An’, apparu en 1965 à Scheveningen, station balnéaire de La Haye sur la mer du Nord. L’idée du bain hivernal est toutefois plus ancienne : dès le début du XX^e siècle, aux États-Unis, certains clubs de nage s’adonnaient déjà aux baignades en eau froide, la nudité y étant alors perçue comme un symbole de vigueur physique et de liberté corporelle. Hérité aussi des cultures nordiques, où l’alternance du chaud et du froid évoque purification et renaissance, le bain du Nouvel An représente aujourd’hui un défi à la fois individuel et collectif : affronter le froid pour mieux ‘repartir à zéro’. Lorsqu’il se pratique nu, il prolonge cette symbolique de dépouillement et de renouveau.

Mireille Hurlin



Copyright Freepik